

1, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Les éditions sociales, 1969

Hegel fait quelque part cette remarque que tous les grands événements et personnages historiques se répètent pour ainsi dire deux fois. Il a oublié d'ajouter : la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce Causidière pour Danton, Louis Blanc pour Robespierre, la Montagne de 1848 à 1951 pour la Montagne de 1793 à 1795, le neveu pour l'oncle. Et nous constatons la même caricature dans les circonstances où parut la deuxième édition du 18 Brumaire.

Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas arbitrairement, dans les conditions choisies par eux, mais dans des conditions directement données et héritées du passé. La tradition de toutes les générations mortes pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants. Et même quand ils semblent occupés à se transformer, eux et les choses, à créer quelque chose de tout à fait nouveau, c'est précisément à ces époques de crise révolutionnaire qu'ils évoquent craintivement les esprits du passé, qu'ils leur empruntent leurs noms, leurs mots d'ordre, leurs costumes, pour apparaître sur la nouvelle scène de l'histoire sous ce déguisement respectable et avec ce langage emprunté. C'est ainsi que Luther prit le masque de l'apôtre Paul, que la révolution de 1789 à 1814 se drapa successivement dans le costume de la République romaine, puis dans celui de l'Empire romain, et que la révolution de 1848 ne sut rien faire de mieux que de parodier tantôt 1789, tantôt la tradition révolutionnaire de 1793 à 1795. C'est ainsi que le débutant qui apprend une nouvelle langue la retraduit toujours dans sa langue maternelle, mais il ne réussit à s'assimiler l'esprit de cette nouvelle langue et à s'en servir librement que quand il arrive à la manier sans se rappeler sa langue maternelle, et qu'il parvient même à oublier complètement cette dernière.

L'examen de ces conjurations des morts de l'histoire révèle immédiatement une différence éclatante. Camille Desmoulins, Danton, Robespierre, Saint-Just, Napoléon, les héros, de même que les partis et la masse de la première révolution française accomplirent dans le costume romain, et en se servant d'une phraséologie romaine, la tâche de leur époque, à savoir l'éclosion et l'instauration de la société *bourgeoise* moderne. Si les premiers brisèrent en morceaux les institutions féodales et coupèrent les têtes féodales qui avaient poussé sur ces institutions, Napoléon, lui, créa à l'intérieur de la France les conditions grâce auxquelles on pouvait désormais développer la libre concurrence, exploiter la propriété parcellaire du sol et utiliser les forces productives industrielles libérées de la nation, tandis qu'à l'extérieur il balaya partout les institutions féodales dans la mesure où cela était nécessaire pour créer à la société bourgeoise en France l'entourage dont elle avait besoin sur le continent européen. La nouvelle forme de société une fois établie, disparurent les colosses antédiluviens, et, avec eux, la Rome ressuscitée : les Brutus, les Gracchus, les Publicola, les tribuns, les sénateurs et César lui-même. La société bourgeoise, dans la sobre réalité s'était créé

ses véritables interprètes et porte-parole dans la personne des Say, des Cousin, des Royer-Collard, des Benjamin Constant et des Guizot. Ses véritables capitaines siégeaient derrière les comptoirs, et la « tête de lard » de Louis XVIII était sa tête politique. Complètement absorbée par la production de la richesse et par la lutte pacifique de la concurrence, elle avait oublié que les spectres de l'époque romaine avaient veillé sur son berceau. Mais si peu héroïque que soit la société bourgeoise, l'héroïsme, l'abnégation, la terreur, la guerre civile et les guerres extérieures n'en avaient pas moins été nécessaires pour la mettre au monde. Et ses gladiateurs trouvèrent dans les traditions strictement classiques de la République romaine les idéaux et les formes d'art, les illusions dont ils avaient besoin pour se dissimuler à eux-mêmes le contenu étroitement bourgeois de leurs luttes et pour maintenir leur enthousiasme au niveau de la grande tragédie historique. C'est ainsi qu'à une autre étape de développement, un siècle plus tôt, Cromwell et le peuple anglais avaient emprunté à l'Ancien Testament le langage, les passions et les illusions nécessaires à leur révolution bourgeoise. Lorsque le véritable but fut atteint, c'est-à-dire lorsque fut réalisée la transformation bourgeoise de la société anglaise, Lock évinça Habacuc.

La résurrection des morts, dans ces révolutions, servit par conséquent à magnifier les nouvelles luttes, non à parodier les anciennes, à exagérer dans l'imagination la tâche à accomplir, non à se soustraire à leur solution en se réfugiant dans la réalité, à retrouver l'esprit de la révolution et non à évoquer de nouveau son spectre.

La période de 1848 à 1851 ne fit qu'évoquer le spectre de la grande Révolution française, depuis Marrast, le républicain aux gants jaunes qui prit la défroque du vieux Bailly, jusqu'à l'aventurier qui dissimule ses traits d'une trivialité repoussante sous le masque mortuaire de fer de Napoléon. Tout un peuple qui croit s'être donné, au moyen d'une révolution, une force de mouvement accrue, se trouve brusquement transporté dans une époque abolie et pour qu'aucune illusion concernant cette rechute ne soit possible, réapparaissent les anciennes dates, l'ancien calendrier, les anciens noms, les anciens édits tombés depuis longtemps dans le domaine des érudits et des antiquaires, et tous les vieux sbires qui semblaient depuis longtemps tombés en décomposition. La nation entière se conduit comme cet Anglais toqué de Bedlam, qui s'imaginait vivre à l'époque des anciens Pharaons et se plaignait tous les jours des pénibles travaux qu'il était obligé d'accomplir comme mineur dans les mines d'or d'Éthiopie, emmuré dans cette prison souterraine, avec, sur la tête, une lampe éclairant misérablement, derrière lui, le gardien d'esclaves armé d'un long fouet, et, aux issues, toute une foule de mercenaires barbares qui ne comprenaient ni les ouvriers astreints au travail des mines, ni ne se comprenaient entre eux, ne parlant pas la même langue. « Et tout cela, ainsi se lamentait-il, m'est imposé à moi, libre citoyen de la Grande-Bretagne, pour extraire de l'or au profit des

anciens Pharaons ! » « Pour payer les dettes de la famille Bonaparte », se lamente la nation française. Tant qu'il avait sa raison, l'Anglais ne pouvait se débarrasser de l'idée fixe de faire de l'or, les Français, tant qu'ils firent leur révolution, ne purent se débarrasser des souvenirs napoléoniens, comme l'a prouvé l'élection du 10 décembre. Ils éprouvaient le désir d'échapper aux dangers de la révolution en retournant aux marmites de l'Égypte, et le 2 décembre 1851 fut la réponse. Ils n'ont pas seulement caricaturé le vieux Napoléon lui-même, tel qu'il lui faut se conduire au milieu du XIXe siècle.

La révolution sociale du XIXe siècle ne peut pas tirer sa poésie du passé, mais seulement de l'avenir. Elle ne peut pas commencer avec elle-même avant d'avoir liquidé complètement toute superstition à l'égard du passé. Les révolutions antérieures avaient besoin de réminiscences historiques pour se dissimuler à elles-mêmes leur propre contenu. La révolution du XIXe siècle doit laisser les morts enterrer leurs morts pour réaliser son propre objet. Autrefois, la phrase débordait le contenu, maintenant, c'est le contenu qui déborde la phrase.

La révolution de février fut un coup de main réussi *par surprise* contre l'ancienne société, et le peuple considéra *ce coup de main* heureux comme un événement historique ouvrant une nouvelle époque. Le 2 Décembre, la révolution de février est escamotée par le tour de passe- passe d'un tricheur, et ce qui semble avoir été renversé, ce n'est plus la monarchie, ce sont les concessions libérales qui lui avaient été arrachées au prix de luttes séculaires. Au lieu que la *société* elle-même se soit donné un nouveau contenu, c'est l'État qui paraît seulement être revenu à sa forme primitive, à la simple domination insolente du sabre et du goupillon. C'est ainsi qu'au « coup de main » de février 1848 répond le « coup de tête » de décembre 1851. Aussi vite perdu que gagné. Malgré tout, la période intermédiaire ne s'est pas écoulée en vain. Au cours des années 1848 à 1851, la société française, par une méthode plus rapide, parce que révolutionnaire, a rattrapé les études et les expériences qui, si les événements s'étaient développés de façon régulière, pour ainsi dire académique, eussent dû précéder la révolution de février au lieu de la suivre, pour quelle fût autre chose qu'un simple ébranlement superficiel. La société semble être actuellement revenue à son point de départ. En réalité, c'est maintenant seulement qu'elle doit se créer son point de départ révolutionnaire, c'est-à-dire la situation, les rapports, les conditions qui seuls, permettent une révolution sociale sérieuse.

Les révolutions bourgeoises, comme celles du XVIIIe siècle, se précipitent rapidement de succès en succès, leurs effets dramatiques se surpassent, les hommes et les choses semblent être pris dans des feux de diamants, l'enthousiasme extatique est l'état permanent de la société, mais elles sont de courte durée. Rapidement, elles atteignent leur point culminant, et un long malaise s'empare de la société avant qu'elle ait appris à s'approprier d'une façon calme et posée les résultats de sa période

orageuse. Les révolutions prolétariennes, par contre, comme celles du XIXe siècle, se critiquent elles-mêmes constamment, interrompent à chaque instant leur propre cours, reviennent sur ce qui semble déjà être accompli pour le recommencer à nouveau, raillent impitoyablement les hésitations, les faiblesses et les misères de leurs premières tentatives, paraissent n'abattre leur adversaire que pour lui permettre de puiser de nouvelles forces de la terre et se redresser à nouveau en formidable en face d'elles, reculent constamment à nouveau devant l'immensité infinie de leurs propres buts, jusqu'à ce que soit créée enfin la situation qui rende impossible tout retour en arrière, et que les circonstances elles-mêmes crient : *Hic Rhodus, hic, salta !* (C'est ici qu'est la rose, c'est ici qu'il faut danser !)

D'ailleurs, tout observateur moyen, même sans avoir suivi pas à pas la marche du développement de la Révolution française, devait se douter que la révolution allait à une déconfiture inouïe. Il suffisait d'entendre les jappements de triomphe, dénués de toute modestie, avec lesquels ces messieurs les démocrates se félicitaient réciproquement des effets miraculeux du mai 1852. Le 2 mai 1852 était devenu chez eux une idée fixe, un dogme, comme pour les chiliastes le jour où le Christ devait ressusciter et instaurer sur la terre le royaume millénaire. La faiblesse avait trouvé, comme toujours, son salut dans la croyance aux miracles, elle s'imaginait avoir triomphé de l'ennemi, parce qu'elle l'avait exorcisé en imagination, et elle perdit toute compréhension du présent, se contentant de magnifier l'avenir qui l'attendait et les actes qu'elle se proposait d'accomplir un jour, mais qu'elle ne croyait pas encore le moment venu d'accomplir. Ces héros, qui s'efforcent de démentir leur incapacité notoire en s'apitoyant réciproquement les uns les autres et en se groupant étroitement les uns les autres, avaient fait leurs paquets, empoché en acompte leurs couronnes de laurier et étaient précisément occupés à faire escompter à la Bourse des valeurs des républiques *in partibus* pour lesquelles, dans le silence de leur âme modeste, ils avaient déjà eu la prévoyance de préparer le personnel gouvernemental. Le 2 Décembre les surprit comme un coup de tonnerre dans un ciel serein, et les peuples qui, aux époques de dépression, laissent volontiers assourdir leur crainte secrète par les brailards les plus bruyants, se seront peut-être convaincus que les temps sont passés où le caquetage d'un troupeau d'oies pouvait sauver le Capitole.

La Constitution, l'Assemblée nationale, les partis dynastiques, les républicains bleus et rouges, les héros d'Afrique, le tonnerre de la tribune, les éclairs de la presse quotidienne, toute la littérature, les célébrités politiques et les renommées intellectuelles, le Code civil et le Code pénal, la « Liberté, Égalité, Fraternité » et le 2 mai 1852, tout cela disparut comme par enchantement devant l'incantation d'un homme que ses ennemis eux-mêmes ne considéraient pas comme un sorcier. Le suffrage universel semble n'avoir survécu un moment que pour écrire de sa propre main son

testament à la face du monde et proclamer au nom du peuple lui-même : 'Tout ce qui existe mérite de périr.

Il ne suffit pas de dire, comme le font les Français, que leur nation a été surprise. On ne pardonne pas à une nation, pas plus qu'à une femme, le moment de faiblesse où le premier aventurier venu a pu leur faire violence. Le problème n'est pas résolu par une telle façon de présenter les choses, mais seulement autrefois formulé. Il reste à expliquer comment une nation de 36 millions d'hommes a pu être surprise par trois chevaliers d'industrie et menée sans résistance en captivité.

Récapitulons, dans leurs grandes lignes, les phases parcourues par la révolution française du 24 février 1848 au mois de décembre 1851.

On doit distinguer trois périodes principales :

1. *la période de février ;*
2. Du 4 mai 1848 au 29 mai 1849, *la période de la constitution de la République ou de l'Assemblée nationale constituante ;*
3. Du 29 mai 1849 au 2 décembre 1851, *la période de la république constitutionnelle ou de l'Assemblée nationale législative.*

La *première période*, qui s'étend du 24 février, date de la chute de Louis-Philippe, jusqu'au 4 mai 1848, date de la réunion de l'Assemblée constituante, et qui constitue la *période de février* proprement dite, peut être considérée comme le prologue de la révolution. Ce qui la caractérise officiellement, c'est le fait que le gouvernement improvisé par elle se déclara lui-même *provisoire* et que, de même, tout ce qui fut proposé, tenté, exprimé au cours de cette période ne le fut que *provisoirement*. Rien ni personne n'osa réclamer pour soi le droit à l'existence et à l'action véritable. Tous les éléments qui avaient préparé ou fait la révolution, l'opposition dynastique, la bourgeoisie républicaine, la petite bourgeoisie républicaine-démocrate, la classe ouvrière social-démocrate, trouvèrent provisoirement leur place dans le *gouvernement* de février.

Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement. Les Journées de février ne visaient qu'une réforme électorale pour élargir le cercle des privilégiés politiques parmi la classe possédante elle-même et renverser la domination exclusive de l'aristocratie financière. Mais lorsqu'on en vint au véritable conflit, que le peuple monta sur les barricades, que la garde nationale observa une attitude passive, que l'armée n'opposa aucune résistance sérieuse et que la royauté prit la fuite, la république parut s'imposer d'elle-même. Chaque parti l'interpréta à sa façon. Comme elle avait été conquise par le prolétariat les armes à la main, ce dernier lui imprima son sceau et la proclama *république sociale*. Ainsi fut déterminé le contenu général de la révolution moderne, contenu en contradiction tout à fait

singulière avec tout ce qui pouvait être mis immédiatement en œuvre, dans la situation et les conditions données, avec les matériaux existants, et avec le degré de développement atteint par la masse. D'autre part, les prétentions de tous les autres éléments qui avaient participé à la révolution de février furent reconnues dans la part du lion qu'ils reçurent dans le gouvernement. C'est pourquoi nous ne trouvons dans aucune autre période un mélange plus varié de phrases élevés et d'insécurité et de maladroites réelles, d'aspiration plus enthousiasmes vers le progrès et de domination plus absolue de la vieille routine, d'harmonie plus apparente de toute la société et d'opposition plus profonde entre ses différents éléments. Tandis que le prolétariat parisien s'enivrait devant lui, et prenait plaisir à de graves discussions sur les problèmes sociaux, les anciennes puissances sociales s'étaient groupées, rassemblées, concertées, et trouvaient un appui inattendu dans la grande masse de la nation : les paysans et les petits bourgeois, qui s'étaient tombées les barrières de la monarchie de Juillet.

La *deuxième période*, qui va du 4 mai 1848 à la fin de mai 1849, est la période de la *constitution*, de la *fondation de la république bourgeoise*. Immédiatement après les Journées de février, non seulement l'opposition dynastique avait été surprise par les républicains et ceux-ci par les socialistes, mais toute la France l'avait été par Paris. L'Assemblée nationale, qui se réunit le 4 mai, issue des suffrages de la nation, représentait la nation. Elle était une protestation vivante contre les prétentions des Journées de février et avait pour mission de ramener à la mesure bourgeoise les résultats de la révolution. Vainement, le prolétariat parisien, qui se rendit immédiatement compte du caractère de cette Assemblée nationale, tenta, quelques jours après sa réunion, de lui dénier par la violence son droit à l'existence, de la dissoudre, de disperser à nouveau en ses différents éléments constitutifs l'organisme au moyen duquel le menaçait l'esprit de réaction de la nation. Comme l'on sait, le 15 mai n'eut d'autre résultat que d'éloigner de la scène publique, pour toute la durée de la période que nous considérons, Blanqui et ses partisans, les communistes révolutionnaires, c'est-à-dire les véritables chefs du parti prolétarien.

À la monarchie bourgeoise de Louis-Philippe ne peut succéder que la *république bourgeoise*. Cela veut dire que, tandis que, sous la monarchie, c'était une partie restreinte de la bourgeoisie qui avait régné au nom du roi, c'est, désormais, l'ensemble de la bourgeoisie qui doit régner au nom du peuple. Les revendications du prolétariat parisien sont des bourdes utopiques avec lesquelles il faut en finir une fois pour toutes. A cette déclaration de l'Assemblée nationale constituante, le prolétariat parisien répondit par l'*insurrection de juin*, l'événement le plus formidable dans l'histoire des guerres civiles européennes. La république bourgeoise l'emporta. Elle avait pour elle l'aristocratie financière, la bourgeoisie, l'armée, le sous-prolétariat organisé en garde mobile, les intellectuels, les

prêtres et toute la population rurale. Au côtés du prolétariat, il n'y avait personne d'autre que lui-même. Plus de 3 000 insurgés furent massacrés après la victoire, et 15 000 déportés sans jugement. Cette défaite rejeta le prolétariat à l'*arrière-plan* de la scène révolutionnaire. Il s'efforça de reprendre sa place en avant chaque fois que le mouvement sembla prendre un nouvel élan, mais chaque fois avec une énergie diminuée et un résultat plus faible. Dès que l'une des couches sociales placées au-dessus de lui entre en fermentation révolutionnaire, le prolétariat conclut une alliance avec elle et partage ainsi toutes les défaites que subissent les uns après les autres les différents partis. Mais ces coups successifs s'affaiblissent de plus en plus à mesure qu'ils se répartissent davantage sur toutes les couches de la société. Ses principaux chefs à l'Assemblée nationale et dans la presse sont, les uns après les autres, livrés aux tribunaux et remplacés par des figures de plus en plus équivoques. Pour une part, il se jette dans des *expériences doctrinaires, banques d'échange et associations ouvrières, c'est-à-dire dans un mouvement où il renonce à transformer le vieux monde à l'aide des grands moyens qui lui sont propres, mais cherche, tout au contraire, à réaliser son affranchissement, pour ainsi dire, derrière le dos de la société, de façon privée, dans les limites restreintes de ses conditions d'existence, et, par conséquent, échoue nécessairement*. Il semble ne pouvoir ni retrouver en lui-même la grandeur révolutionnaire, ni puiser, dans les alliances nouvelles conclues par lui, une énergie nouvelle jusqu'à ce que *toutes les classes*, contre lesquelles il a combattu en juin, gisent sur le sol à ses côtés. Mais, du moins, il succombe avec les honneurs de la grande lutte historique. Non seulement la France, mais l'Europe tout entière est secouée d'épouvante par le tremblement de terre de juin, tandis que les victoires remportées sur les classes supérieures l'ont été si facilement qu'il faut toute l'exagération éhontée du parti victorieux pour les faire passer pour des événements d'importance, et elles sont d'autant plus honteuses que le parti vaincu est plus éloigné du prolétariat.

La défaite des insurgés de juin avait, à la vérité, préparé, aplani le terrain sur lequel pouvait se fonder, s'établir la république bourgeoise. Mais elle avait montré, en même temps, qu'en Europe se posaient d'autres problèmes que celui de la république ou de la monarchie. Elle avait montré que la république bourgeoise signifiait ici le despotisme absolu d'une classe sur les autres classes. Elle avait montré que, dans les pays de vieille civilisation, ayant une structure de classe très développée, des conditions modernes de production, pourvus d'une conscience morale dans laquelle toutes les idées traditionnelles ont été dissoutes au moyen d'un travail séculaire, la *république n'est, d'une façon générale, que la forme de transformation politique de la société bourgeoise et non pas sa forme de conservation*, comme c'est le cas, par exemple, aux Etats-Unis d'Amérique, où les classes déjà constituées, mais non encore fixées, modifient et remplacent constamment, au contraire, leurs éléments constitutifs, où les moyens de production modernes, au lieu de correspondre à une surpopulation stagnante, compensent plutôt le manque relatif de têtes et de bras, et où, enfin, le

mouvement jeune et fiévreux de la production matérielle, qui a un nouveau monde à conquérir, n'a eu ni le temps ni l'occasion de détruire l'ancien monde spirituel.

Pendant les Journées de juin, toutes les classes et tous les partis s'étaient unis dans le « *parti de l'ordre* » en face de la classe prolétarienne, du « *parti de l'anarchie* », du socialisme, du communisme. Ils avaient « sauvé » la société des entreprises des « ennemis de la société ». Ils avaient repris et lancé parmi leurs troupes les vieux mots d'ordre de l'ancienne société : « *propriété, famille, religion, ordre* », et crié à la croisade contre-révolutionnaire : « Sous ce signe, tu vaincras ! » A partir de ce moment, dès que l'un des nombreux partis qui s'étaient groupés sous ce signe contre les insurgés de juin, s'efforce de défendre le champ de bataille révolutionnaire dans ses propres intérêts de classe, il succombe sous le cri de « *propriété, famille, religion, ordre !* » La société est sauvée aussi souvent que le cercle de ses maîtres se rétrécit et qu'un intérêt plus exclusif est défendu contre un intérêt plus large. Toute revendication de la plus simple réforme financière bourgeoise, du libéralisme le plus vulgaire, du républicanisme le plus formel, de la démocratie la plus plate, est à la fois punie comme « attentat contre la société » et flétrie comme « socialiste ». Et, finalement, les grands prêtres de « la religion et de l'ordre » sont eux-mêmes chassés à coups de pied de leurs trépieds pythiques, tirés de leur lit en pleine nuit, fourrés dans des voitures cellulaires, jetés au cachot ou envoyés en exil. Leur temple est rasé, leur bouche scellée, leur plume brisée, leur loi déchirée au nom de la religion, de la propriété, de la famille et de l'ordre. Des bourgeois fanatiques de l'ordre sont fusillés à leur balcon par une soldatesque ivre, la sainteté de leur foyer est profanée, leurs maisons sont bombardées en guise de passe-temps, tout cela au nom de la propriété, de la famille, de la religion et de l'ordre. La lie de la société bourgeoise constitue finalement la *phalange sacrée de l'ordre* et le héros Crapulinsky fait son entrée aux Tuileries comme « *sauveur de la société* ».